

5 mars 2025



Perspectives économiques et financières

Mars 2025



**BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER**

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles dans le cadre des politiques actuelles.

Analystes principaux :

Jill Giswold, conseillère-analyste
Caroline Nicol, conseillère-analyste
Jason Stanton, conseiller-analyste

Contributeurs :

Mark Creighton, analyste principal
Matt Dong, analyste
Eskandar Elmarzougui, analyste principal
Albert Kho, analyste
Marianne Laurin, analyste
Matthew McGoey, analyste
Chris Matier, conseiller principal
Ulysse Robert-Lacroix, analyste
Tim Scholz, conseiller-analyste
Zachary Vrhovsek, analyste

Préparé sous la supervision de :

Robert Behrend, directeur par intérim
Jason Jacques, directeur général
Diarra Sourang, directrice

Nathalie Desmarais, Sloane Mask, Marie-Eve Hamel Laberge, Martine Perreault et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport aux fins de publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, [veuillez contacter le Bureau du directeur parlementaire du budget](#).

Yves Giroux

Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Faits saillants.....	1
Résumé	2
Perspectives économiques	2
Perspectives financières.....	4
Risques et incertitude.....	7
Annexe A : Perspectives économiques détaillées.....	9
Annexe B : Composition du PIB nominal.....	11
Annexe C : Perspectives détaillées des revenus.....	12
Annexe D : Perspectives détaillées des dépenses	14
Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi	17
Annexe F : Charges de programmes directes	18
Annexe G : Perspectives concernant la dette fédérale	19
Annexe H : Comparaison des perspectives par rapport à celles d'octobre 2024.....	20
Annexe I : Comparaison des perspectives par rapport à celles de l'Énoncé économique de l'automne de 2024.....	22
Notes	24

Faits saillants

Il existe une incertitude considérable quant à l'ampleur, à la profondeur et à la durée d'un éventuel conflit commercial mondial. Ainsi, les présentes Perspectives économiques et financières ne couvrent pas les droits de douane que les États-Unis menacent d'imposer ni les mesures de rétorsion envisagées par le Canada et d'autres pays. Toutefois, le DPB a préparé un scénario pour la gouverne des parlementaires.

Le DPB prévoit que l'économie canadienne connaîtra en 2025 une croissance de 1,7 %, alors que l'incertitude et le ralentissement de la croissance démographique freineront les investissements des entreprises et les dépenses de consommation.

Compte tenu de l'offre excédentaire persistante dans l'économie, on s'attend à ce que l'inflation mesurée par l'Indice des prix à la consommation (IPC) reste près de sa cible. Le DPB prévoit que la Banque du Canada réduira son taux directeur de 25 points de base afin qu'il atteigne son niveau neutre estimé de 2,75 % au deuxième trimestre de 2025.

Le DPB prévoit que le déficit budgétaire sera de 50,1 milliards de dollars (1,6 % du produit intérieur brut, ou PIB) en 2024-2025, une baisse par rapport au déficit de 61,9 milliards de dollars (2,1 % du PIB) en 2023-2024. En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit devrait reprendre sa trajectoire descendante et passer à 24,6 milliards de dollars (0,7 % du PIB) en 2029-2030.

Le DPB prévoit que le ratio de la dette fédérale au PIB baissera légèrement par rapport au ratio de 42,1 % en 2023-2024 et qu'il atteindra 41,9 % en 2024-2025 et 41,6 % en 2025-2026. En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le ratio de la dette fédérale devrait atteindre 39,2 % en 2029-2030, ce qui demeure bien supérieur à son niveau d'avant la pandémie, qui était de 31,2 % du PIB en 2019-2020.

Le DPB prévoit que le ratio du service de la dette (soit le rapport entre les frais de la dette publique et les recettes totales) passera à 10,8 % en 2024-2025, alors qu'il s'établissait à 10,3 % en 2023-2024. Le DPB prévoit que le ratio du service de la dette augmentera encore et qu'il atteindra 11,3 % en 2029-2030, soit bien au-dessus de son creux de 7,0 % enregistré avant la pandémie en 2018-2019.

Résumé

Le présent rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles dans le cadre des politiques actuelles. Nos perspectives intègrent les données économiques allant jusqu'au 14 février et comprennent les nouvelles mesures annoncées par le gouvernement dans la mise à jour économique de l'automne 2024.

Étant donné que le niveau d'incertitude varie au gré des mesures commerciales annoncées, notre projection de référence n'inclut pas les droits de douane que les États-Unis menacent d'imposer, mais prend en considération l'accroissement de l'incertitude économique. Compte tenu des effets possibles sur l'économie canadienne d'un différend commercial avec les États-Unis, notre évaluation des risques comprend des estimations des conséquences tirées d'un scénario de différend commercial afin d'aider les parlementaires à comprendre ce que d'éventuels droits de douane américains et mesures de rétorsion du Canada signifieraient pour l'économie.

On trouvera ci-dessous un aperçu condensé des Perspectives économiques et financières (PEF) du DPB. Les détails des projections sont fournis aux annexes A à I.

Perspectives économiques

Selon les données récentes, l'économie canadienne, après un ralentissement au cours du troisième trimestre de 2024, a affiché un taux de croissance (annualisé) de 1,8 % au quatrième trimestre, qui s'explique par la consommation soutenue des ménages et l'accroissement des investissements résidentiels¹. Nous estimons que le PIB (produit intérieur brut) réel a progressé de 1,3 % en 2024 (voir le tableau 1).

Depuis octobre 2024, nous avons revu à la baisse de 0,5 point de pourcentage nos prévisions de croissance du PIB réel pour 2025 et 2026, principalement en raison d'une croissance démographique plus faible découlant des nouvelles politiques fédérales en matière d'immigration². De plus, même si aucun nouveau droit de douane n'était appliqué, on s'attend à ce que l'incertitude croissante liée à d'éventuelles mesures commerciales ralentisse les dépenses de consommation et des entreprises. Nous prévoyons toutefois que les faibles taux d'intérêt contribueront à soutenir l'activité économique pendant que les effets des précédentes baisses de taux continuent de se faire sentir dans l'économie. Dans l'ensemble, nous nous attendons à ce que la

croissance économique surpasse la croissance de la production potentielle, ce qui atténuera graduellement la stagnation économique pendant la période de projection.

Pendant la deuxième moitié de 2024, le marché du travail a ralenti, le taux de chômage atteignant 6,7 % au quatrième trimestre. Le DPB prévoit que le ralentissement de la croissance démographique fera grimper le taux d'emploi et réduira graduellement le taux de chômage, qui devrait s'établir à 5,5 % à la fin de notre horizon de projection.

Tableau 1

Sommaire des perspectives économiques, en pourcentage (à moins d'indication contraire)

	2023	2024	2025	2026	2027-2029
Croissance du PIB réel	1,5	1,3	1,7	1,5	1,8
Taux de chômage	5,7	6,7	6,3	5,9	5,5
Prix du pétrole WTI (\$ US)	78	77	71	69	72
Inflation de l'IPC	3,9	2,4	2,3	1,9	1,8
Taux directeur de la Banque du Canada	5,00	3,25	2,75	2,75	2,75

Source :

Statistique Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

La période de prévision s'étend de 2024 à 2029. Le taux de chômage et le taux directeur de la Banque du Canada sont des valeurs de fin de période.

L'inflation est revenue à sa cible de 2 % à la fin de 2024³. Le congé temporaire de TVH/TPS offert par le gouvernement a contribué à réduire le taux d'inflation entre décembre 2024 et février 2025. La fin de ce congé causera une légère remontée de l'inflation au deuxième trimestre de 2025. Toutefois, comme l'économie fonctionne actuellement en deçà de sa capacité de production, l'inflation devrait demeurer stable à 1,8 % en moyenne entre 2026 et 2029.

D'après nos prévisions concernant l'inflation et l'écart de production, nous prévoyons que la Banque du Canada réduira à nouveau son taux directeur de 25 points de base au deuxième trimestre de 2025 afin qu'il atteigne son niveau neutre estimé de 2,75 %.

Comparativement à nos [PEF d'octobre 2024](#), et tenant compte des retraitements historiques, nos perspectives pour le PIB nominal — la mesure la plus importante de l'assiette fiscale du gouvernement — sont dorénavant plus élevées. Dans l'ensemble, le

niveau du PIB nominal devrait être supérieur d'environ 2 milliards de dollars par an, en moyenne, de 2024 à 2029, que ce qui était indiqué dans nos perspectives d'octobre 2024.

Perspectives financières

Le DPB a préparé ses PEF d'octobre 2024 avant le dépôt des Comptes publics du Canada 2024⁴. Les résultats vérifiés finaux pour 2023-2024 montrent un déficit de 61,9 milliards de dollars (2,1 % du PIB), ce qui est nettement plus élevé que notre estimation d'octobre pour 2023-2024, soit 46,8 milliards de dollars (1,6 % du PIB)⁵. Comme nous le soulignons dans notre rapport sur l'Énoncé économique de l'automne 2024, cela s'explique principalement par des passifs éventuels plus élevés que prévu.

Nos perspectives du statu quo tiennent compte des nouvelles mesures annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne 2024. Celles-ci représentent de nouvelles dépenses nettes de 20,6 milliards de dollars de 2024-2025 à 2029-2030⁶.

Pour l'exercice actuel, soit 2024-2025, nous projetons une diminution du déficit, à 50,1 milliards de dollars (1,6 % du PIB), principalement en raison d'une meilleure croissance des recettes, compensée par des dépenses plus élevées (tableau 2).

En 2025-2026, en supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit présentée et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit devrait reprendre sa trajectoire descendante. Nous estimons qu'il atteindra 24,6 milliards de dollars (0,7 % du PIB) en 2029-2030, les recettes augmentant plus rapidement que le PIB nominal, mais les dépenses suivant généralement la croissance économique.

Tableau 2

Résumé des perspectives financières, en milliards de dollars (à moins d'indication contraire)

	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Revenus	459,5	499,0	520,7	542,3	567,7	589,1	613,9
Dépenses de programmes	466,7	491,4	504,0	513,9	534,4	551,9	572,0
Frais de la dette publique	47,3	53,8	54,5	59,3	62,8	66,4	69,6
Pertes actuarielles	7,5	4,0	4,3	0,9	1,9	-2,2	-3,1
Charges	521,4	549,1	562,8	574,1	599,1	616,1	638,5
Solde budgétaire	-61,9	-50,1	-42,0	-31,8	-31,4	-27,0	-24,6
Dette fédérale	1 236,2	1 282,3	1 324,4	1 356,1	1 387,6	1 414,6	1 439,2
Solde budgétaire, % du PIB	-2,1	-1,6	-1,3	-1,0	-0,9	-0,8	-0,7
Dette fédérale, % du PIB	42,1	41,9	41,6	41,3	40,8	40,1	39,2

Source :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

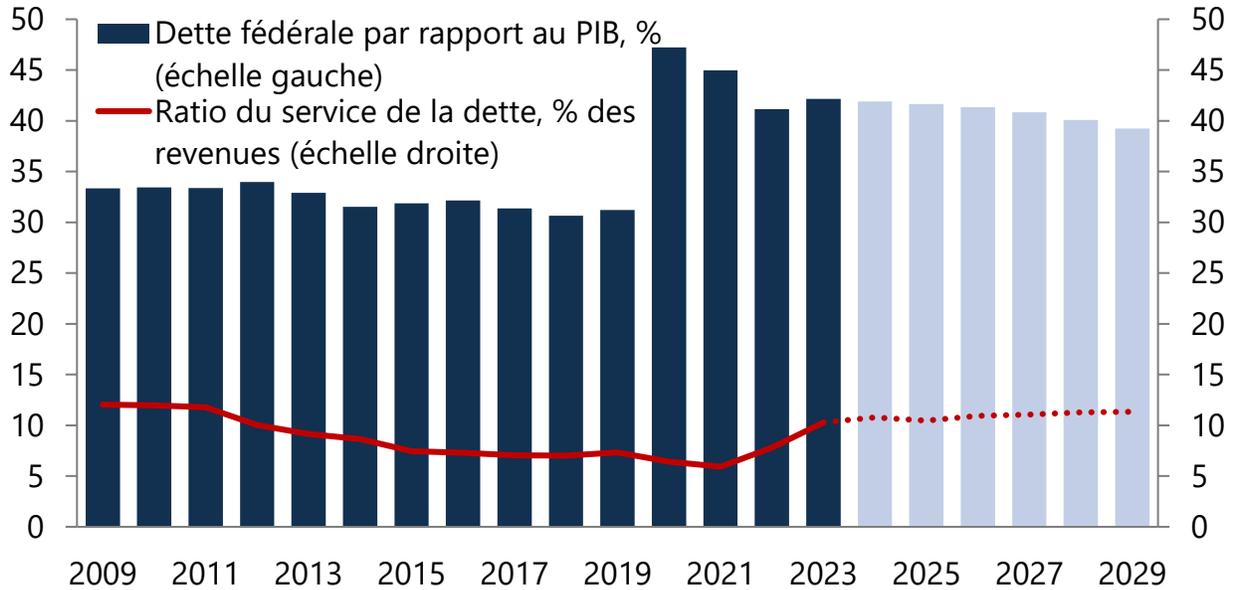
La projection de la dette fédérale pour 2024-2025 comprend les 3,9 milliards de dollars de gains de réévaluation nets tirés de [la revue financière de novembre 2024](#)⁷. La période de prévision couvre les exercices 2024-2025 à 2029-2030. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Nous prévoyons que le ratio du service de la dette (soit le rapport entre les frais de la dette publique et les recettes totales) passera à 10,8 % en 2024-2025, alors qu'il s'établissait à 10,3 % en 2023-2024 (figure 1). Nous prévoyons que le ratio du service de la dette augmentera encore et qu'il atteindra 11,3 % en 2029-2030, soit bien au-dessus de son creux record de 7,0 % enregistré avant la pandémie en 2018-2019.

En 2024-2025, nous prévoyons que le ratio de la dette fédérale au PIB diminuera pour atteindre 41,9 %, et continuera de baisser graduellement jusqu'à 39,2 % en 2029-2030, ce qui est bien supérieur à son niveau d'avant la pandémie, qui était de 31,2 % du PIB. Le ratio de la dette fédérale au PIB devrait être environ identique, en moyenne, de 2024-2025 à 2029-2030 que ce qui était indiqué dans nos perspectives d'octobre 2024.

Figure 1

Ratios de la dette fédérale et du service de la dette, en pourcentage



Source :
 Finances Canada.
 Statistique Canada.
 Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :
 Les données sont présentées par exercice (2024 correspond à l'exercice 2024-2025). La période de prévision couvre les exercices 2024-2025 à 2029-2030.

Par rapport à nos perspectives d'octobre 2024, nous prévoyons des déficits budgétaires supérieurs de 2,8 milliards de dollars, en moyenne, pour la période de 2024-2025 à 2029-2030. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux nouvelles mesures annoncées par le gouvernement qui réduisent nos projections relatives aux revenus et stimulent nos projections relatives aux charges de programmes (tableau 3)⁸.

Tableau 3

Évolution du solde budgétaire depuis octobre 2024, en milliards de dollars

	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Solde budgétaire – PEF d’octobre 2024	-46,8	-46,4	-39,0	-30,0	-28,5	-23,8	-22,5
Nouvelles mesures	0,0	-4,2	-4,5	-2,9	-0,7	-4,4	-3,9
Autres développements économiques et financiers	-15,1	0,5	1,4	1,1	-2,2	1,2	1,9
Solde budgétaire – PEF de mars 2025	-61,9	-50,1	-42,0	-31,8	-31,4	-27,0	-24,6

Source :

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les mesures supplémentaires comprennent celles annoncées dans l’Énoncé économique de l’automne 2024. La période de prévision couvre les exercices 2024-2025 à 2029-2030. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués

Risques et incertitude

Nos perspectives fournissent une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles (c’est-à-dire, selon une base de référence du « statu quo »). Si l’on fait abstraction des risques liés aux droits de douane que les États-Unis menacent d’imposer et des mesures de rétorsion, nous estimons que les risques qui pèsent sur nos prévisions économiques et financières de référence sont à peu près équilibrés.

Principal risque à la baisse

L’incertitude accrue liée au commerce pourrait avoir une plus grande influence que prévu sur les investissements des entreprises et les dépenses des ménages. Si les entreprises retardent leurs plans d’expansion et que les ménages limitent leurs dépenses discrétionnaires, l’activité économique pourrait ralentir encore davantage que prévu, ce qui entraînerait une plus faible croissance de l’emploi et une baisse de la demande globale.

Principal risque à la hausse

Par ailleurs, si les taux d'intérêt continuent de diminuer ou si la population croît plus que prévu, les dépenses de consommation des ménages et les investissements résidentiels pourraient dépasser les attentes. Un marché immobilier plus vigoureux que prévu, renforcé par des coûts d'emprunt plus bas, pourrait soutenir un élan économique, alors qu'une plus forte croissance démographique pourrait accroître la demande de biens de consommation.

Effets d'entraînement : évaluation de l'incidence de nouveaux droits de douane américains sur l'économie canadienne

Pour illustrer les effets potentiels de mesures commerciales mondiales sur nos perspectives économiques et financières, nous avons simulé un scénario à la baisse fondé sur les cas de figure suivants :

- Les États-Unis imposent des droits de douane de 25 % sur les importations de produits en provenance du Canada, sauf les produits énergétiques⁹. Les exportations de produits énergétiques canadiens vers les États-Unis sont frappées de droits de douane de 10 %.
- Nous supposons également que les États-Unis imposent des droits de douane de 25 % sur les importations en provenance du Mexique, des droits de douane de 10 % sur les importations en provenance de la Chine, ainsi que des droits de douane supplémentaires de 25 % sur l'acier et l'aluminium en provenance d'autres partenaires commerciaux.
- Le Canada, le Mexique et la Chine ripostent en imposant des droits de douane réciproques permanents sur les importations de biens en provenance des États-Unis.
- Les recettes tirées de ces droits de douane sont réinjectées dans l'économie au moyen de paiements aux ménages et de dépenses gouvernementales¹⁰.

Nous avons utilisé la base de données et le modèle informatique d'équilibre général du Projet d'analyse des échanges mondiaux ainsi que notre modèle macroéconomique pour estimer l'effet de ces mesures commerciales sur le PIB réel du Canada. **Notre modélisation montre que ces politiques réduiraient de façon permanente le PIB réel du Canada d'environ 2 % à moyen terme par rapport à un scénario de contrôle dans lequel aucun droit de douane n'est imposé.** Une grande incertitude entoure l'impact potentiel des droits de douane, en particulier à court terme¹¹. L'impact pourrait être plus ou moins important en fonction de la sévérité éventuelle des mesures commerciales et de la réponse du Canada.

Annexe A : Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	Prévision						
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Croissance du PIB réel							
mars 2025	1,5	1,3	1,7	1,5	1,7	1,9	1,9
octobre 2024	1,2	1,1	2,2	2,0	1,9	1,9	1,9
Croissance du PIB potentiel							
mars 2025	2,3	3,0	1,8	0,9	1,0	1,6	1,8
octobre 2024	1,9	2,7	2,0	1,2	1,5	1,9	1,9
Inflation du PIB							
mars 2025	1,4	3,0	2,2	1,7	1,9	1,9	2,0
octobre 2024	1,5	2,8	1,3	1,6	1,9	2,0	2,0
Croissance du PIB nominal							
mars 2025	2,9	4,3	3,9	3,2	3,5	3,8	3,9
octobre 2024	2,8	3,9	3,5	3,7	3,8	3,9	4,0
PIB nominal (milliard de \$)							
mars 2025	2,934	3,061	3,181	3,282	3,398	3,529	3,667
octobre 2024	2,934	3,054	3,160	3,276	3,402	3,536	3,678
Taux des bons du Trésor à 3 mois							
mars 2025	5,1	3,4	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
octobre 2024	5,1	3,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans							
mars 2025	3,6	3,3	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
octobre 2024	3,6	3,3	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Taux de change (cents US / \$ CAN)							
mars 2025	74,1	73,0	71,4	74,3	77,2	79,1	80,0
octobre 2024	74,1	73,7	75,8	77,9	79,1	79,6	79,9
Taux de chômage							
mars 2025	5,7	6,7	6,3	5,9	5,7	5,6	5,5
octobre 2024	5,8	6,7	6,2	5,9	5,7	5,6	5,6
Inflation de l'IPC							
mars 2025	3,9	2,4	2,3	1,9	1,8	1,8	1,9
octobre 2024	3,9	2,3	1,7	1,9	1,9	2,0	2,0
Croissance du PIB réel américain							
mars 2025	2,9	2,8	2,4	2,0	1,9	1,8	1,8
octobre 2024	2,9	2,6	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8
Prix du pétrole WTI (\$ US)							
mars 2025	78	77	71	69	70	72	73
octobre 2024	78	77	69	70	72	73	74

Source :

Statistique Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Le taux de chômage et les taux d'intérêt (le taux directeur de la Banque du Canada, le taux des bons du Trésor à 3 mois, le taux des obligations du gouvernement à 10 ans) sont des valeurs de fin de période.

Annexe B : Composition du PIB nominal

% du PIB	Prévision						
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Parts des dépenses							
Dépenses de consommation finale des ménages	53,6	53,8	54,0	54,4	54,6	55,1	55,6
Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	21,0	21,6	21,7	21,5	21,4	21,2	21,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,7	3,9	3,9	4,0	3,9	3,9	3,9
Investissements résidentiels	7,7	7,5	7,3	7,1	7,1	7,3	7,5
Formation brute de capital fixe non résidentiel des entreprises	11,3	11,1	11,5	11,8	11,9	11,8	11,7
Investissements en stocks	1,0	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2
Exportations de biens et services	33,3	32,5	33,0	32,7	32,5	32,2	31,9
Importations de biens et services	33,3	32,7	33,5	33,5	33,5	33,6	33,7
Parts des revenus							
Rémunération des salariés	50,3	51,0	51,0	50,7	50,7	51,1	51,3
Revenu mixte net	8,6	9,2	9,2	9,0	8,9	8,9	8,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	11,7	10,1	9,6	10,2	10,2	9,7	9,4
Revenu des investissements	2,4	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Consommation de capital fixe	16,6	16,6	16,6	16,4	16,3	16,3	16,3
Impôts moins les subventions sur la production	3,6	3,7	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	6,8	6,8	7,0	7,2	7,3	7,4	7,6

Source :

Statistique Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Annexe C : Perspectives détaillées des revenus

En milliards de \$	Réel	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	217,7	232,1	243,0	250,8	262,9	274,5	286,3
Impôt sur le revenu des sociétés	82,5	88,8	88,1	91,4	96,2	96,7	98,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	12,5	13,5	13,8	13,9	14,1	14,4	14,9
Total	312,7	334,5	344,9	356,1	373,2	385,6	399,9
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	51,4	52,1	55,6	57,0	58,9	61,3	63,9
Droits de douane à l'importation	5,6	6,1	6,9	7,3	7,6	7,9	8,3
Autres taxes et droits d'accise	12,4	12,9	13,3	13,3	13,3	13,4	13,4
Total	69,4	71,1	75,8	77,6	79,9	82,6	85,7
Autres revenus fiscaux	0,0	2,6	1,4	4,0	3,2	3,4	3,4
Produits issus de la tarification de la pollution retournés	10,5	13,0	15,2	17,2	19,3	21,1	22,9
Cotisations d'assurance-emploi	29,6	31,2	31,6	31,6	32,5	33,8	35,2
Autres revenus							
Sociétés d'État entreprises	3,2	7,1	14,7	18,1	20,4	22,5	25,3
Autres programmes	29,9	33,5	30,8	31,7	33,4	34,0	35,4
Revenu net des opérations de change et du rendement des investissements	4,3	6,0	6,3	6,0	5,8	6,0	6,2
Total	37,4	46,6	51,9	55,8	59,6	62,5	66,9
Total des revenus budgétaires	459,5	499,0	520,7	542,3	567,7	589,1	613,9
Pourcentage du PIB							
Total – revenus fiscaux	13,0	13,3	13,3	13,3	13,4	13,4	13,3
Produits issus de la tarification de la pollution retournés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Autres revenus	1,3	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8
Total – revenus budgétaires	15,7	16,3	16,4	16,5	16,7	16,7	16,7

Source :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. Le rendement des investissements a été reclassé depuis les autres programmes dans la catégorie des revenus nets des opérations de change et du rendement des investissements.

Annexe D : Perspectives détaillées des dépenses

En milliards de \$	Réel	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	76,0	80,8	85,2	89,8	94,3	99,0	103,8
Prestations d'assurance-emploi	23,1	26,0	28,3	29,6	29,6	30,0	30,8
Soutien au revenu pour les travailleurs touchés par la COVID-19	-4,8	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	26,3	28,5	29,6	30,1	30,4	30,8	31,2
Total	120,7	134,2	143,1	149,5	154,3	159,8	165,7
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités							
Transfert canadien en matière de santé	49,4	52,1	54,7	57,4	60,3	62,4	64,8
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	16,4	16,9	17,4	17,9	18,5	19,0	19,6
Péréquation	24,0	25,3	26,2	27,2	28,1	29,1	30,2
Formule de financement des territoires	4,8	5,2	5,5	5,7	6,0	6,3	6,6
Accords sur la santé avec les provinces et les territoires	4,3	4,3	4,3	4,3	3,1	2,5	2,5
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	5,6	6,6	7,9	7,9	7,7	7,7	7,7
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7
Autres transferts aux gouvernements	-6,8	-7,2	-7,7	-8,1	-8,4	-8,8	-9,2
Total	100,2	105,5	110,8	114,9	117,9	120,9	124,8
Produits issus de la tarification de la pollution retournés	9,9	14,9	15,4	17,7	19,7	21,4	23,2
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	96,0	101,4	100,8	101,2	108,8	114,0	118,0
Charges de fonctionnement	140,0	135,2	134,0	130,7	133,6	135,9	140,2
Total	236,0	236,7	234,8	231,8	242,4	249,9	258,3
Total des charges de programmes	466,7	491,4	504,0	513,9	534,4	551,9	572,0
Frais de la dette publique	47,3	53,8	54,5	59,3	62,8	66,4	69,6
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	513,9	545,1	558,5	573,2	597,2	618,3	641,6
Pertes actuarielles nettes	7,5	4,0	4,3	0,9	1,9	-2,2	-3,1
Pourcentage du PIB							
Principaux transferts aux particuliers	4,1	4,4	4,5	4,6	4,5	4,5	4,5
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,4	3,4
Produits issus de la tarification de la pollution retournés	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Charges de programmes directes	8,0	7,7	7,4	7,1	7,1	7,1	7,0
Total des charges de programmes	15,9	16,1	15,8	15,7	15,7	15,6	15,6

Source :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note:

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi

En milliards de \$	Réel	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Revenus							
Cotisations d'assurance-emploi	29,6	31,2	31,6	31,6	32,5	33,8	35,2
Cotisations des employés fédéraux	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Total	30,2	31,9	32,3	32,2	33,1	34,4	35,8
Dépenses							
Prestations	23,1	26,0	28,3	29,6	29,6	30,0	30,8
Frais d'administration et autres charges du programme	3,0	3,1	2,9	2,9	2,9	2,8	2,2
Total	26,1	29,1	31,1	32,5	32,5	32,8	33,0

	2023	2024	2025	2026	2027	(...)	2031	2032
Solde annuel	3,8	2,7	1,6	0,1	0,4		3,7	4,2
Solde cumulé	-20,9	-18,2	-16,6	-16,5	-16,1		-4,8	-0,6
Taux de cotisation (par tranche de 100 \$ de rémunération assurables)	1,63	1,66	1,64	1,59	1,58		1,58	1,58

Source :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. La période de prévision s'étend de 2024 à 2032.

Annexe F : Charges de programmes directes

En milliards de \$	Réel	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Autres paiements de transfert							
Subvention salariale d'urgence du Canada	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres paiements	96,4	101,4	100,8	101,2	108,8	114,0	118,0
Total	96,0	101,4	100,8	101,2	108,8	114,0	118,0
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses en personnel	69,6	71,2	68,6	68,5	71,2	72,5	74,7
Sociétés d'État consolidées	8,0	8,9	9,3	8,3	8,3	8,6	8,9
Autres dépenses de fonctionnement	56,8	49,4	49,1	46,9	46,8	47,1	48,4
Total	134,4	129,5	127,1	123,7	126,2	128,2	132,0
Charges d'amortissement des immobilisations	5,6	5,8	6,9	7,0	7,4	7,7	8,2
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	140,0	135,2	134,0	130,7	133,6	135,9	140,2
Total des charges de programmes directes	236,0	236,7	234,8	231,8	242,4	249,9	258,3

Source :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe G : Perspectives concernant la dette fédérale

En milliards de \$ sauf indication contraire	Réel	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Dettes portant intérêt							
Dettes contractées sur les marchés*	1 371,9	1 453,4	1 588,7	1 673,5	1 776,0	1 877,6	1 975,5
Régimes de retraite et autres avantages futurs	368,7	347,5	364,1	368,3	373,1	377,0	379,6
Autres passifs	4,9	5,2	5,7	6,0	6,4	6,7	7,1
Total	1 745,5	1 806,0	1 958,5	2 047,8	2 155,4	2 261,4	2 362,1
Créditeurs et charges à payer	264,1	270,5	280,2	290,7	305,3	320,1	336,5
Comptes d'opérations de change passif	44,1	44,0	44,1	44,0	44,0	44,0	44,0
Dérivés	4,1	4,1	4,2	4,1	4,2	4,1	4,1
Total des passifs	2 057,8	2 124,6	2 287,0	2 386,7	2 508,9	2 629,7	2 746,8
Actifs financiers	705,0	721,6	837,6	901,1	987,3	1 076,3	1 164,0
Actifs non financiers	116,6	120,7	125,0	129,4	134,0	138,8	143,7
Total des actifs	821,6	842,3	962,7	1 030,6	1 121,4	1 215,1	1 307,7
Dettes fédérales (obligations moins actifs)	1 236,2	1 282,3	1 324,4	1 356,1	1 387,6	1 414,6	1 439,2
Dettes fédérales (% du PIB)	42,1	41,9	41,6	41,3	40,8	40,1	39,2
Dettes contractées sur les marchés : sociétés d'État mandataires*	319,4	366,7	398,0	428,9	447,6	472,0	502,3
Besoins d'emprunt, de la Loi autorisant certains emprunts	1 691,3	1 820,1	1 986,7	2 102,4	2 223,6	2 349,6	2 477,8

Source :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

* Les exigences d'emprunt en vertu de la Loi autorisant certains emprunts concernent la somme de la dette contractée sur les marchés par le gouvernement du Canada et les sociétés d'État mandataires. Ce chiffre peut différer légèrement de ce qui est déclaré dans les Comptes publics, qui comprennent un rajustement pour le coût amorti. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe H : Comparaison des perspectives par rapport à celles d'octobre 2024

En milliards de \$	Prévision					
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-1,3	0,9	-0,5	1,1	1,1	1,2
Impôt sur le revenu des sociétés	1,3	0,0	0,5	1,9	1,3	1,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,3	0,3	0,1	-0,2	-0,4	-0,7
Total	0,4	1,2	0,0	2,8	1,9	2,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-1,6	0,4	0,5	0,3	0,4	0,1
Droits de douane à l'importation	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Autres taxes et droits d'accise	-0,3	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3
Total	-1,9	0,4	0,4	0,1	0,1	-0,2
Autres revenus fiscaux	0,0	0,0	-0,1	-0,5	-0,3	-0,3
Produits issus de la tarification de la pollution retournés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations d'assurance-emploi	0,3	0,7	0,6	0,4	0,4	0,5
Autres revenus	3,6	4,9	5,5	4,5	3,8	6,1
Total des revenus budgétaires	2,4	7,1	6,5	7,3	6,1	8,2
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	0,0	0,0	-0,2	-0,9	-1,4	-2,0
Prestations d'assurance-emploi	-0,1	1,2	2,0	1,0	0,2	0,1
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,0	0,1	-0,1	-0,3	-0,6	-0,9
Total	-0,7	1,4	1,7	-0,2	-1,8	-2,9
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,3
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1
Formule de financement des territoires	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Autres transferts aux gouvernements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	0,0	0,2	0,2	0,2	-0,1	-0,2

Produits issus de la tarification de la pollution retournés	-0,3	-0,2	0,0	0,3	0,1	0,1
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	-2,0	-3,2	-5,0	-0,9	1,5	3,4
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	8,5	8,8	7,9	7,2	7,1	7,0
Total	6,5	5,6	2,9	6,4	8,5	10,4
Total des charges de programmes	5,4	7,0	4,8	6,7	6,7	7,4
Frais de la dette publique	1,0	0,8	1,5	1,5	1,8	2,0
Total des charges	6,4	7,7	6,3	8,2	8,5	9,4
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-4,0	-0,6	0,2	-0,9	-2,4	-1,2
Pertes actuarielles nettes	-0,3	2,5	2,1	2,1	0,8	0,9
Solde budgétaire	-3,7	-3,1	-1,8	-3,0	-3,2	-2,0
Dette fédérale	14,9	18,0	19,8	22,7	25,9	28,0

Source :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Notes :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe I : Comparaison des perspectives par rapport à celles de l'Énoncé économique de l'automne de 2024

En milliards de \$	Prévision					
	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-0,5	-0,2	-0,6	-1,1	-1,9	-0,9
Impôt sur le revenu des sociétés	2,0	2,0	3,5	2,8	2,9	0,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,6
Total	1,6	1,8	2,9	1,8	1,2	0,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	0,2	0,2	-0,3	-0,4	-0,1	0,1
Droits de douane à l'importation	0,5	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Autres taxes et droits d'accise	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
Total	0,7	1,2	0,7	0,7	0,8	1,0
Autres revenus fiscaux	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
Produits issus de la tarification de la pollution retournés	0,2	0,4	0,7	1,0	1,1	1,2
Cotisations d'assurance-emploi	0,3	0,0	-1,0	-1,1	-1,1	-1,5
Autres revenus	0,8	0,8	1,5	1,8	0,3	-0,1
Total des revenus budgétaires	3,8	4,5	5,2	4,6	2,8	1,1
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,1	-0,3	-0,3	-0,3	-0,5	-0,6
Prestations d'assurance-emploi	-1,8	-0,5	0,4	-0,3	-1,1	-1,3
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,3	0,0	-0,5	-1,3	-1,9	-2,6
Total	-2,4	-0,8	-0,4	-1,9	-3,4	-4,6
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,4	-0,5

Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,4
Autres transferts aux gouvernements	0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
Total	0,3	0,1	0,0	-0,1	-0,5	-0,7
Produits issus de la tarification de la pollution retournés	0,2	0,4	0,7	1,0	1,1	1,5
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	1,5	0,7	0,9	0,2	-0,2	-0,7
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	5,8	3,4	3,5	5,4	5,4	6,1
Total	7,4	4,1	4,3	5,6	5,2	5,5
Total des charges de programmes	5,7	3,7	4,6	4,7	2,2	1,7
Frais de la dette publique	0,1	0,3	1,7	0,8	0,1	0,2
Total des charges	5,6	4,0	6,2	5,5	2,4	1,9
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-1,8	0,5	-1,0	-0,9	0,4	-0,8
Pertes actuarielles nettes	0,0	0,5	-0,2	0,1	-0,3	0,9
Solde budgétaire	-1,8	0,2	-0,8	-1,0	0,8	-1,6
Dette fédérale	0,8	0,8	1,5	2,6	1,9	3,5

Sources :

Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Notes

¹ Depuis la finalisation de cette estimation, [Statistique Canada](#) a rapporté que le PIB réel a augmenté de 2,6 % (taux annualisé) au quatrième trimestre de 2024 et de 1,5 % pour l'année entière.

² Alors que nos perspectives d'octobre 2024 comprenaient une estimation de l'incidence de la réduction du nombre de résidents non permanents annoncée par le gouvernement, elles n'incluaient pas la révision à la baisse de la cible en matière d'admission de résidents permanents qui a été annoncée le 24 octobre 2024. Pour cette projection, nos perspectives concernant les résidents non permanents ont été mises à jour afin de tenir compte des dernières données et de la cible du gouvernement relative au nombre d'arrivées.

³ Mesurée en fonction des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (IPC).

⁴ Les Comptes publics du Canada 2024 ont été déposés le 17 décembre 2024, près de neuf mois après la fin de l'exercice. [Comme il est indiqué dans nos rapports précédents](#), le gouvernement ne satisfait toujours pas à la norme sur les pratiques avancées énoncée dans les directives du Fonds monétaire international en matière de présentation de l'information financière, selon laquelle les gouvernements ont six mois après la fin de l'exercice pour publier leurs rapports financiers annuels.

⁵ [Énoncé économique de l'automne : enjeux pour les parlementaires](#). Bureau du directeur parlementaire du budget.

⁶ Ce montant comprend les estimations, par le DPB, du coût des mesures incluses dans l'Énoncé économique de l'automne de 2024. Ces mesures sont généralement conformes aux estimations du gouvernement.

⁷ Cela est conforme aux nouvelles normes comptables pour les instruments financiers entrées en vigueur en 2022-2023. Voir la note 3 du [rapport financier annuel du gouvernement du Canada, exercice 2022-2023](#), pour en savoir plus.

⁸ Conformément à nos perspectives précédentes, nous prévoyons que les recettes de l'impôt des sociétés baisseront légèrement à moyen terme, mais qu'elles demeureront plus élevées comparativement à leur niveau d'avant la pandémie. De nouvelles données

et annonces ont entraîné une révision à la hausse des autres revenus depuis nos dernières perspectives. Nos perspectives correspondent ainsi davantage à celles de l'Énoncé économique de l'automne de 2024. Elles ont été révisées à la hausse à la lumière des nouvelles annonces.

⁹ L'acier et l'aluminium importés sont frappés de droits de douane supplémentaires de 25 %, pour un total de 50 %.

¹⁰ Dans le modèle GTAP, le revenu fiscal revient à un ménage représentatif qui le répartit ensuite entre la consommation privée, les dépenses gouvernementales et l'épargne. Nous supposons également que la Banque du Canada entreprend un assouplissement monétaire significatif en réponse au choc tarifaire.

¹¹ Notre modélisation suggère que le Canada pourrait s'adapter aux droits de douane permanents en diversifiant ses échanges commerciaux au-delà des États-Unis et en réaffectant ses ressources à des secteurs moins touchés, tels que les services. Cela pourrait ne pas être possible pour de nombreuses industries à court terme.

RP-2425-030-S_f

T_RP_3.1.0f

© Bureau du directeur parlementaire du budget, Ottawa, Canada, 2025